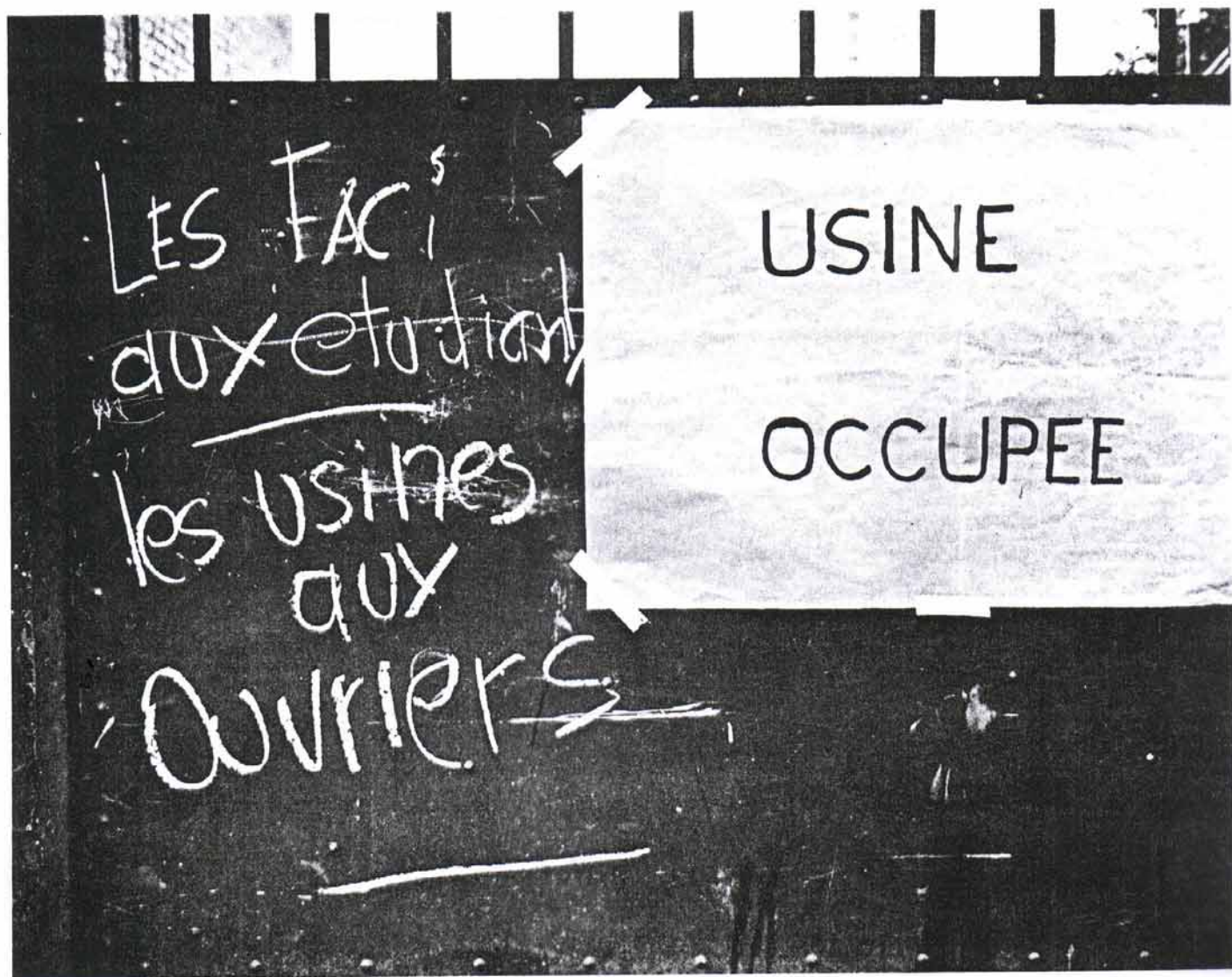


ION TRAHIE



la presse, auront beaucoup plus d'impact que sur des ouvriers regroupés dans les entreprises. De même les Comités de grève seront d'autant plus vulnérables aux attaques des commandos gaullistes et des gardes mobiles, que les occupants se trouvent peu nombreux et coupés de la masse des travailleurs.

CRETINISME PARLEMENTAIRE

Tout au long de la crise, le gouvernement va s'efforcer de transposer la lutte sur le terrain électoral. Pour la classe dominante, il s'agit de substituer la compétition électorale aux manifestations de rue et aux occupations d'usine. Il s'agit d'attirer la classe ouvrière sur un terrain où la bourgeoisie se sait forte. Elle a élaboré des lois électorales à ses mesures. Elle a réalisé d'astucieux découpages de circonscription. Elle va faire donner à plein son appareil de propagande. A ses yeux, le résultat ne saurait faire de doute.

Mais surtout, la consultation électorale implique un prompt retour au calme. On ne peut faire campagne lorsque les Postes, les transports, les usines ne fonctionnent pas. Accepter la perspective des élections, cela signifie en clair accepter de brader rapidement la grève.

Apparemment la direction du P.C. ne s'est pas laissée arrêter par ce type de considération. Elle s'est précipitée sans problème dans toutes les manœuvres gouvernementales. Le Bureau Politique a relevé sur-le-champ le défi gaulliste du référendum. Non pas pour flétrir le procédé et proclamer que le plébiscite n'aurait pas lieu, comme un vulgaire Mendès ou même un Mitterand. Mais pour appeler les Françaises et les Français à déposer un bulletin « Non » dans les urnes, le 16 juin ! Quelques jours plus tard, la résolution des travailleurs minait la manœuvre gaulliste.

Ce ne fut que partie remise. Jeudi 13 mai, le chef de l'Etat proférait l'allocation agressive que l'on sait. Entre deux menaces, il annonçait des élections générales. Il semble que c'est le

seul aspect du discours que les dirigeants communistes aient retenus. Au plus fort de la grève, sans une seconde d'hésitation, ils quittent l'étalon fougueux de la lutte des classes, pour enfourcher la pitoyable rosse de l'électoralisme.

Dès lors, les clairons de la C.G.T. sonnent la reprise du travail. Les ouvriers doivent revenir à leur poste dès que satisfaction partielle a été obtenue. Il ne faut pas compromettre les élections générales. Les délégués centraux multiplieront les pressions et les manœuvres pour faire voter la reprise. Ils iront d'entreprise à entreprise en affirmant que les usines voisines ont voté la fin de la grève — alors que les travailleurs de ces usines ont repoussé la reprise du travail à 80 %. Ils expliqueront que les derniers sont les meilleurs, mais qu'ils sont tout à fait isolés. Ils feront voter, 3, 4, 5 fois jusqu'à obtention de la majorité. Ils convoqueront ou cautionneront des assemblées non représentatives. Ils détruiront des bulletins de vote. Vieux roublards du syndicalisme, ils finiront par avoir raison de la fermeté des travailleurs. Ainsi dans de nombreuses branches,